



pour une planète vivante*

WWF France
Bois de Boulogne
1 carrefour de Longchamp
75016 Paris
France

Standard : 01 55 25 84 84
Fax : 01 55 25 84 74

Annexe 2. Les fonds dédiés au démantèlement en Suède et en Finlande¹

En Finlande et en Suède, des fonds, contrôlés par l'Etat et dédiés au démantèlement et à la gestion des déchets nucléaires, ont déjà été constitués.

En Finlande, le « Fonds national pour la gestion des déchets nucléaires » (State Nuclear Waste Management Fund), fondé en 1988, a pour objectif de financer le démantèlement des installations nucléaires. Il est indépendant du budget de l'Etat et contrôlé par le ministère de l'Industrie. Le ministère supervise les plans de déclassement présentés par les opérateurs, il s'assure de leur conformité avec la politique nationale et détermine le montant des versements au fonds de chaque opérateur. Ces montants sont non actualisés, ce qui permet de financer un démantèlement anticipé. De plus, pour faire face à des événements imprévus (accidents, fermeture précoce...), une marge de sécurité pouvant aller jusqu'à 10% des provisions est demandée par le gouvernement. Si, dès la mise en service de l'installation, l'opérateur ne respecte pas l'obligation de provision, l'Etat doit lui retirer partiellement ou totalement sa licence. Le Conseil d'administration est nommé par le gouvernement.

En Suède, le « Fonds pour la gestion des déchets nucléaires » (Nuclear Waste Fund) a pour objet de financer toutes les dépenses relatives au démantèlement y compris le stockage des combustibles usés et des déchets radioactifs. Il est constitué par les provisions qu'avaient faites les exploitants dans les années 70s et qui ont ensuite été transférées dans ce fonds à sa création. Il est aussi alimenté par les versements effectués par les exploitants au prorata de leur production nucléaire. Chaque année, le gestionnaire de l'aval du cycle calcule le montant des dépenses nécessaires pour la gestion de l'ensemble des déchets et pour le démantèlement des centrales nucléaires. Après vérification de cette estimation par l'Autorité de sûreté, le gouvernement décide du montant de la taxe sur l'électricité nucléaire qui sera versée au fonds dédié. En 2012, les opérateurs versaient 0.02 SEK (0.00238403 €) par kWh d'électricité produite. Le placement d'une partie des sommes est autorisé aux taux du marché et est notamment investi dans des obligations sécurisées.

Une partie du placement est faite auprès de l'Office de la dette Nationale. Le coût du démantèlement doit être provisionné dès la mise en service. Le Conseil d'administration du fonds est nommé par le gouvernement.

Les exploitants nucléaires doivent de plus constituer des garanties supplémentaires de façon à être en mesure de compléter le fonds si celui-ci se révélait insuffisant. Ces garanties sont de deux ordres : l'une qui couvrirait l'arrêt anticipé de réacteurs nucléaires qui priverait le fonds de ressources, l'autre qui couvrirait des dépenses imprévues avant la mise en stockage géologique de tous les combustibles usés.

¹ *Comparison among different decommissioning funds methodologies for nuclear installations*, Rapport du Wuppertal Institute et le Science-centre North Rhine Westphalia pour la Commission Européenne, 2007
http://ec.europa.eu/energy/nuclear/decommissioning/doc/03_2007_decommissioning_comparison.pdf

*** for a living planet®**

Reconnue d'Utilité Publique par le décret du 24 mars 2004 et bénéficiant des articles 5 et 20 de la loi du 23 juillet 1987 .